

Zoom sur ...

[... l'édition d'octobre 2019 des perspectives économiques régionales Afrique subsaharienne du FMI : « Faire face à l'incertitude »](#)

❖ **Les prévisions de croissance du sous-continent sont revues à la baisse mais demeurent encourageantes pour les pays pauvres en ressources naturelles**

Le FMI table sur une croissance de 3,2% en Afrique subsaharienne en 2019, contre 3% pour la croissance mondiale. Cependant, **elle a été revue à la baisse pour près de 2/3 des pays de la zone par rapport aux prévisions d'avril 2019** (à 3,5% en Afrique subsaharienne), notamment pour les pays riches en ressources naturelles – qui devraient connaître une croissance de 2,5% en moyenne. Cette révision s'explique par l'actuel **contexte extérieur difficile** (tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, ralentissement de la croissance mondiale, etc.) et la moins bonne tenue que prévue de la production pétrolière. A contrario, **les pays pauvres en ressources naturelles devraient maintenir leur trajectoire soutenue de croissance, à un taux moyen de 6%**.

La croissance du sous-continent devrait s'accélérer en 2020 pour atteindre 3,6% (en baisse de 0,1 points par rapport aux prévisions d'avril 2019). Les pays pauvres en ressources naturelles devraient continuer d'afficher une croissance rapide, de l'ordre de 5,5% en 2020, tirée **par la croissance du Rwanda (8,1%), de la Côte d'Ivoire (7,3%), du Bénin (6,7%), du Sénégal (6%) ou encore du Ghana (5,6%)**. En revanche, le rythme de croissance reste modéré dans les pays riches en ressources naturelles, notamment au **Nigéria (2,5%) et en Afrique du Sud (1,1%)**. Ces perspectives restent soumises à d'importants risques baissiers, dont la montée du protectionnisme, le durcissement des conditions financières internationales, le ralentissement de l'économie chinoise et de la croissance en zone euro et **la dégradation du contexte sécuritaire en Afrique de l'Ouest**.

Les pressions inflationnistes devraient progressivement s'atténuer, avec des taux attendus à 8,4% en 2019 et 8% en 2020 (contre 8,5% en 2018). **Les disparités entre régions restent fortes. L'inflation devrait ainsi rester basse dans les zones UEMOA (0,6% en 2019 et 1,6% en 2020) et CEMAC (2,2% en 2019 et 2,4% en 2020)**. Trois pays de l'UEMOA (Bénin, Guinée-Bissau et Niger) devraient même expérimenter des déflations.

Au niveau de l'endettement, la situation semble globalement se stabiliser (avec un ratio moyen de 55% du PIB), mais les facteurs de vulnérabilité demeurent importants dans plusieurs pays. En Afrique subsaharienne, **sept sont déclarés en situation de surendettement et neuf en risque élevé**. Le principal facteur de vulnérabilité tient au changement observé dans la composition de la dette publique : **les stocks sont de plus en plus alimentés par la dette commerciale** provenant pour plus de moitié de créanciers intérieurs et pour 15% d'euro-obligation. Cette composition expose les bilans souverains à des **risques accrus de refinancement (niveaux de plus en plus élevés des services de dette) et de change**.

Ainsi, le Fonds préconise : (i) d'assouplir de manière raisonnable la politique monétaire (pour les pays qui en ont la possibilité), (ii) de renforcer la résilience (**mobilisation accrue de recettes fiscales, rationalisation des subventions et amélioration de la gestion des finances publiques**), (iii) de rehausser la croissance à moyen terme en s'attaquant aux obstacles tarifaires et non tarifaires, en développant les chaînes de valeur régionales et en mettant en œuvre des réformes visant l'investissement et la compétitivité.

❖ **L'absence de concurrence en Afrique subsaharienne pèse sur la croissance des Etats**

Le rapport souligne un faible degré de concurrence en Afrique subsaharienne. Bien que la situation soit hétérogène d'un pays à l'autre, le FMI indique que plus de 70% des pays de la région se trouve en dessous de la médiane de la répartition mondiale des indicateurs de concurrence. Cette situation est attestée par le fait que **les marges brutes des entreprises d'Afrique subsaharienne sont supérieures de 11% à celles observées dans les autres pays émergents et en développement**. Le secteur privé de la région compte également un nombre relativement élevé d'entreprises publiques. Des études montrent pourtant qu'une intensification de la concurrence peut accélérer la croissance du PIB réel par tête d'environ un point de pourcentage, via le renforcement de la compétitivité des exports, la croissance de la productivité et de l'investissement. Pour inverser la tendance, les pays doivent prioritairement adopter des mesures visant à réduire les obstacles réglementaires (adoption de loi sur la concurrence), mettre en place un cadre institutionnel adéquat (création d'autorités de la concurrence) et

améliorer les systèmes de gestion des marchés publics.

- ❖ **Une meilleure gestion des finances publiques est nécessaire pour l'apurement des arriérés intérieurs, en augmentation ces dernières années**

Le rapport souligne que la mauvaise gestion des finances publiques dans plusieurs pays s'est traduite, entre autres, par la **persistance d'arriérés intérieurs dans ces économies**. Pis, **ceux-ci ont même augmenté ces dernières années pour atteindre 3,3% du PIB en 2018**, avec un maximum de 18% du PIB en République du Congo. Ils sont particulièrement élevés dans les pays exportateurs de pétrole (8,5% du PIB en moyenne), dans les pays dotés d'un régime de change fixe (4,4% du PIB), et dans les Etats dits « fragiles » (4,1%). A noter que ces chiffres pourraient être rehaussés en prenant en compte les arriérés « non reconnus », qui ne sont pas officiellement enregistrés par les Etats. Les arriérés sont en grande partie dus à des entreprises du secteur privé.

Ils sont le fait de plusieurs facteurs, au premier rang desquels **les faiblesses des institutions fiscales et budgétaires et la récurrence des chocs budgétaires** (notamment les chocs qui ont des effets défavorables sur la mobilisation fiscale : baisse des cours des produits de base, ralentissement économique, instabilité politique, etc.). L'accumulation d'arriérés est réputée très néfaste à l'activité économique, de par les difficultés qu'elle pose à la fois au secteur privé et au système bancaire. **Elle sape par ailleurs la confiance dans le gouvernement et donc l'efficacité de la politique budgétaire**. Pour faire face à ces problèmes d'arriérés, le FMI préconise aux Etats de **renforcer avant tout leurs efforts de régularisation** (audit exhaustif et adoption d'une stratégie crédible et transparente d'apurement). **Les Etats doivent également agir en prévention, en améliorant la gestion de leur système de finances publiques**, qui passe par une fluidification du circuit de gestion de la dépense publique ainsi que par la reconstitution de marge de manœuvre budgétaire pour renforcer leur résilience financière.

Pays	Croissance du PIB en 2018* (%)	Croissance du PIB en 2019 selon les prévisions FMI (%)			Croissance du PIB en 2020* (%)
		Prévisions d'avril 2019	Prévisions d'octobre 2019	Différence (pp)	
Bénin	6,7	6,5	6,5	-	6,7
Burkina Faso	6,8	6	6	-	6
Cap Vert	5,1	5	5	-	5
Côte d'Ivoire	7,4	7,5	7,5	-	7,3
Gambie	6,5	5,4	6,5	↗ 1,1	6,4
Guinée	5,8	5,9	5,9	-	6
Guinée-Bissau	3,8	5	4,6	↘ -0,4	4,9
Libéria	1,2	0,4	0,4	-	1,6
Mali	4,7	5	5	-	5
Mauritanie	3,6	6,4	6,6	↗ 0,2	5,9
Niger	6,5	6,5	6,3	↘ -0,1	6,1
Sénégal	6,7	6,9	6	↘ -0,9	6,8
Sierra Leone	3,5	5,4	5	↘ -0,4	4,7
Togo	4,9	5	5,1	↗ 0,1	5,3
ASS	3,2	3,5	3,2	↘ -0,3	3,6
Monde	3,6	3,3	3	↘ -0,3	3,4

* Prévisions d'octobre 2019 (World Economic Outlook database)

ACTUALITE REGIONALE

Appel à projets « Solutions innovantes pour la ville durable en Afrique » : 11 projets retenus en Afrique de l'Ouest francophone

Dans la perspective du sommet Afrique-France 2020, la DG Trésor a lancé un appel à candidatures pour sélectionner des projets innovants, portés principalement par des PME, dans le domaine de la ville durable en Afrique. Gabriel Cumenge, sous-directeur en charge du financement à l'international, a annoncé [la liste des lauréats de l'appel à projet](#) lors du salon Ambition Africa, organisé les 30 et 31 octobre à Bercy. Parmi les

21 entreprises choisies, 11 d'entre elles ont porté un projet dans 6 pays d'Afrique de l'Ouest francophone; Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Sénégal et Togo. Les projets portent sur différentes thématiques telles que l'eau, la santé, l'environnement, l'énergie, et l'agriculture. 10,4 M EUR de subventions du Fonds d'études et d'aide au secteur privé (FASEP) leur seront ainsi mis à disposition pour financer des démonstrateurs innovants. Les premiers résultats de la mise en œuvre des projets sont attendus pour la mi-2020, afin que les entreprises puissent les présenter lors du [sommet Afrique France 2020](#) qui se déroulera du 4 au 6 juin à Bordeaux. Pour rappel, [le FASEP](#) est un outil de la DG Trésor destiné à financer des études de faisabilité ou des démonstrateurs au bénéfice d'autorités publiques étrangères dans les pays en développement.

Plusieurs Chefs d'Etat africains au Forum international sur l'investissement de Riyad (Arabie Saoudite)

[Les présidents du Niger, du Nigéria, de la République du Congo et du Kenya ont pris part](#) à la 3^{ème} édition du Forum de Riyad sur les investissements (« [Future Investment Initiative](#) ») organisé du 29 au 31 octobre 2019 sous la présidence du prince héritier saoudien, Mohamed ben Salmane. Une délégation malienne emmenée par la ministre de la Promotion de l'investissement privé, des petites et moyennes entreprises et de l'entrepreneuriat national, a également fait le déplacement.

La Guinée et le Niger accompagnés par l'Agence russe de soutien au développement

[L'International sovereign development agency \(ISDA\)](#), l'agence russe créée cette année et dédiée au soutien au développement des Etats africains, a signé un accord avec trois pays : la République démocratique du Congo, la Guinée et le Niger, en marge du 1^{er} Sommet économique Afrique-Russie, qui s'est déroulé les 23 et 24 octobre 2019 à Sotchi. Selon les déclarations de son dirigeant, M. Konstantin Malofeev, l'agence devrait aider ces pays à lever 2,5 Mds USD, destinés à financer la construction de [l'oléoduc nigérien vers le Bénin](#) et des infrastructures de transport au Congo et en Guinée.

BURKINA FASO

Présentation du diagnostic du secteur privé burkinabè de la Banque mondiale

Le 29 octobre, les résultats d'un rapport réalisé par la Société financière internationale du groupe Banque mondiale sur le secteur privé au Burkina Faso ont été présentés aux autorités (ministres de l'Economie, de l'Energie et du Développement de l'économie numérique). Intitulé « [Développer et mobiliser le secteur privé pour renforcer la résilience économique du Burkina Faso](#) », ce rapport fait notamment état de la faiblesse des investissements privés au sein du pays (estimés à 1,5 Md USD par an), résultant de la centralisation d'une activité économique de petite échelle et peu productive. Selon la SFI, le climat des affaires demeure un frein non-négligeable au développement du secteur privé. Le rapport recommande aux autorités de i) combler les lacunes infrastructurelles du pays (énergie et transport) ; ii) diversifier le secteur agricole en dehors du coton, à partir des chaînes de valeur présentant un avantage comparatif ; iii) exploiter les secteurs catalyseurs (TIC, chaînes de valeur minières) pour stimuler l'agriculture ; iv) saisir les opportunités régionales pour tirer profit de l'intégration régionale. Pour rappel, le Burkina Faso n'a pas connu d'évolution de son classement (151^{ème}) dans le rapport [Doing Business 2020](#) de la Banque mondiale qui évalue chaque année la facilité à faire des affaires dans 190 pays, publié le 24 octobre.

JAAL 2019 : le rendez-vous des transformateurs de l'industrie agroalimentaire, du 4 au 11 novembre

[Les Journées agro-alimentaires \(JAAL\) auront lieu du 4 au 11 novembre 2019](#) dans la cour de la Maison du peuple, à Ouagadougou. Le thème de cette 10^{ème} édition porte sur « la contribution de la recherche-développement à la compétitivité des entreprises agro-alimentaires au Burkina Faso et dans l'espace UEMOA : rôle et responsabilité des acteurs ».

14^{ème} édition des Journées de l'entrepreneuriat burkinabè les 13 et 14 novembre

La Maison de l'Entreprise du Burkina Faso organise [la 14^{ème} édition des Journées de l'entrepreneuriat burkinabè \(JEB\)](#) du 13 au 14 novembre sous le thème : « Entrepreneuriat agricole, quelles opportunités pour

les jeunes et les femmes ?». Des conférences, expositions, rencontres B to B et une Nuit du mérite sont au programme des JEB 2019, qui se dérouleront sur le site du Salon internationale de l'artisanat.

COTE D'IVOIRE

Don du Japon d'un montant de 23 Mds FCFA (35 M EUR) pour le CHU de Cocody à Abidjan

[Le ministre de l'Economie et des finances ivoirien a signé avec Kojiro Fujino](#), représentant résident de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), un accord pour un don de 23 Mds FCFA (35 M EUR). Ce montant est destiné aux travaux de construction des services de santé maternelle et infantile du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Cocody, à Abidjan. Ce don constitue le deuxième don japonais pour la réalisation de ce projet, [après la signature en mars dernier d'un premier accord de don d'une valeur de 630 millions FCFA](#) (960 000 EUR).

Premier investissement de 20 M EUR de la DEG, filiale de la KfW, en Côte d'Ivoire

La banque allemande DEG, filiale en charge du secteur privé de l'Agence allemande de Développement (KfW) a procédé à [son premier investissement en Côte d'Ivoire](#). Il s'agit d'un prêt de 13 Mds FCFA (20 M EUR) accordé au groupe ivoirien NSIA (Nouvelle Société Interafricaine d'Assurance). Selon les deux entités, ce financement a pour objectif de promouvoir le secteur privé ivoirien, à travers notamment l'octroi de concours bancaires aux PME-PMI. La DEG a ouvert un bureau régional en novembre 2018, qui couvre l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale.

Le Conseil des ministres adopte une communication relative à la mise en œuvre du Programme social du gouvernement (PSGouv)

Alors que le montant total engagé en 2019 dans les différents projets du PSGouv s'élève à 191,5 Mds FCFA (290 M EUR) à fin septembre 2019, soit un taux d'engagement global de 52% pour l'année budgétaire en cours, [le Conseil des ministres du 30 octobre 2019](#) a instruit les Ministres de i) suivre la situation d'exécution financière du PSGouv en s'assurant que tous les acteurs jouent leurs rôles jusqu'au paiement effectif des opérateurs économiques, ii) suivre la qualité des ouvrages et du service rendu à la population iii) amorcer la passation des marchés de 2020, dès ce dernier trimestre 2019, pour raccourcir les délais de livraison et obtenir des résultats importants dès le premier semestre 2020. Pour rappel, le PSGouv a été adopté pour un coût total de 800 Mds FCFA (1,2 Md EUR) pour la période 2019-2020.

Lancement des travaux de l'Hôpital de Man et signature de plusieurs contrats pour la réhabilitation et la construction d'hôpitaux

La filiale française du groupe autrichien VAMED va construire [le Centre Hospitalier Régional de Man](#), pour un coût estimé à 28 Mds FCFA (43 M EUR). Le contrat a bénéficié d'une garantie de l'État français. Le Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly a lancé les travaux à l'occasion de la pose de la première pierre le 24 octobre 2019. Le bâtiment, construit sur 9 ha, doit être livré dans 18 mois, en 2020-2021. Spécialisé en néphrologie (étude de la physiologie et de la pathologie du rein), cet établissement sanitaire aura une capacité de 80 lits d'hospitalisation et 10 lits de spécialité. Par ailleurs, le directeur général de la société française SETAO/Bouygues, Nicolas de Roquefeuil a procédé à [la signature du contrat relatif à la réhabilitation du Centre Hospitalier Universitaire \(CHU\) de Yopougon](#) en présence du Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly. Le contrat a également bénéficié d'une garantie de l'État français. Les travaux devraient durer 29 mois et le montant de la réhabilitation est estimé à 40 Mds FCFA (63 M EUR). Enfin, le groupe marocain Agentis International a signé [un contrat relatif à la construction de 5 pôles de spécialités, qui seront](#) seront intégrés dans des centres de santé existants : un centre de traumatologie à l'Hôpital Général de Toumodi, un service d'urgences à l'Hôpital Général de Daoukro et au Centre Hospitalier Régional de Séguéla, un service d'imagerie médicale au Centre Hospitalier Régional d'Abengourou et un laboratoire, un service d'urgence, un bloc opératoire, une maternité et un service de pédiatrie à l'Hôpital Général de Bouna. Le montant de ces travaux s'élève à 22 Mds FCFA (33 M EUR).

Achat de 100 000 tonnes de cacao par le groupe singapourien Olam

Le groupe singapourien Olam annonce avoir signé avec le Conseil du Café et du Cacao (CCC) [un accord concernant des contrats d'exportation pour 100 000 tonnes de cacao pour la campagne 2020/2021](#). Il indique qu'à l'instar des groupes agro-industriels implantés en Côte d'Ivoire, [le groupe s'engage pour une filière durable](#) et adhère au mécanisme de Différentiel de Revenu Décent (DRD) fixé à 236 000 FCFA (360 EUR) par le Ghana et la Côte d'Ivoire. Le DRD est destiné à garantir un revenu décent aux producteurs de cacao. Pour rappel, le groupe Olam, installé depuis 1994 en Côte d'Ivoire est également impliqué dans les filières de l'anacarde, l'hévéa et le coton. Cette semaine se tenait d'ailleurs la 25^{ème} édition du salon du chocolat de Paris. Présente à cet événement, la Première dame, [Dominique Ouattara a présenté, le 29 octobre 2019, les actions du gouvernement](#) pour lutter contre le travail des enfants dans la chaîne d'approvisionnement du cacao.

Relance du projet Soja par le gouvernement avec 15 Mds FCFA d'investissement

Kobenan Adjoumani, le ministre ivoirien de l'Agriculture et du Développement Rural, a procédé au [lancement d'une phase pilote dans le cadre du redémarrage du projet soja, à Touba](#), dans le Nord-Ouest du pays. Le gouvernement ivoirien investit 15 Mds FCFA (23 M EUR) dans cette initiative qui prévoit la réhabilitation de toutes les fermes semencières et des pistes menant aux parcelles et la réhabilitation et l'équipement du laboratoire d'analyse, des magasins d'intrants agricoles, du pont bascule, de la station de carburant ainsi que des salles de formation des paysans. Le projet de développement de la culture du soja dans le nord-ouest de la Côte d'Ivoire initialement estimé à 41 Mds FCFA (65,5 M EUR) a été lancé en 1989, stoppé en raison de la crise politique de 2002. La production de soja de la Côte d'Ivoire est estimée à 9 000 tonnes par le Centre National de recherche agronomique. L'objectif du projet Soja est de porter cette production à 40 000 tonnes.

Fixation du prix du coton à 300 FCFA/kg

[Le Conseil cacao-anacarde a annoncé la fixation du prix minimum du coton graine](#), au titre de la campagne 2019-2020, à 300 FCFA/Kg (0,20 EUR). Cela représente une augmentation de +17% par rapport au prix de la campagne précédente, fixé à 265 FCFA. Pour rappel, selon les données du ministère ivoirien de l'agriculture, la production de coton graine de Côte d'Ivoire est passée de 412 646 tonnes, lors de la campagne 2017-2018, et à 458 762 tonnes en 2018-2019. La Côte d'Ivoire s'est hissée en 2019 à la troisième place des pays producteurs africains derrière le Mali et le Bénin.

GUINEE

Poursuite des manifestations contre un 3^{ème} mandat du Président Alpha Condé

[La Guinée est en proie depuis le 14 octobre à une intense contestation](#) contre le projet prêté au Président Alpha Condé de briguer sa propre succession en 2020 et de changer à cette fin la Constitution, qui l'empêche de concourir à un troisième mandat. Au moins huit manifestants (dix selon l'opposition) et un gendarme ont été tués depuis le début des événements. Les initiateurs de la contestation ont été condamnés à une peine de prison comprise entre 6 et 12 mois par le tribunal de Conakry. De prochaines manifestations ont déjà été annoncées. Le Président guinéen, âgé de 81 ans, n'a pas apporté de précisions à ses intentions.

GUINEE-BISSAU

Le Président révoque le gouvernement à la veille de l'élection présidentielle du 24 novembre

Le 28 octobre, le président bissau-guinéen José Mário Vaz a démis le gouvernement d'Aristides Gomes puis nommé Faustino Fudut au poste de Premier Ministre le lendemain, invoquant une « grave crise politique qui empêche le fonctionnement normal des institutions de la République ». Cette annonce survient à moins d'un mois de la date prévue de la présidentielle, le 24 novembre, et après des mois de confrontation entre la présidence et le gouvernement. Dans la foulée de ces annonces, la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est dite préoccupée par la situation et a menacé les autorités en cas d'entrave à la poursuite harmonieuse du processus électoral actuellement en cours. [Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres](#), l'Union africaine et l'Union européenne ont appelé toutes les parties prenantes politiques

à se conformer aux décisions prises par la CEDEAO concernant les arrangements en matière de gouvernance en Guinée-Bissau jusqu'à l'élection présidentielle. Pour rappel, José Mário Vaz – qui se présente en candidat indépendant au prochain scrutin présidentiel – a terminé son mandat de cinq ans le 23 juin. Depuis lors, il est resté à la tête du pays mais avait laissé la conduite des affaires au gouvernement qu'il avait formé début juillet, jusqu'à la tenue de la présidentielle, à la suite d'une décision de la CEDEAO.

LIBERIA

Un programme de Facilité élargi de crédit (FEC) en préparation avec le FMI

Suite aux missions de négociation du FMI en juin et septembre 2019 à Monrovia et, plus récemment, lors des assemblées annuelles du FMI, [les services du fonds ont conclu un accord avec les autorités libériennes pour la mise en œuvre d'un programme économique et financier](#) au titre de la Facilité de crédit élargie (FEC). Celui-ci reste subordonné à l'accomplissement de réformes préalables importantes par les autorités libériennes dans les domaines fiscal et monétaire. Le cas échéant, le Conseil d'administration du FMI pourrait envisager d'approuver la demande officielle d'aide financière du Libéria au titre de la FEC dès la première moitié du mois de décembre 2019. Cet accord intervient dans un contexte économique difficile pour le Libéria, confronté à des défis majeurs : mobilisation insuffisante de recettes intérieures, rationalisation nécessaire des dépenses publiques (en particulier la masse salariale) devant permettre une augmentation des dépenses sociales et d'équipement, amélioration du climat des affaires à engager, redéfinition d'une politique monétaire efficace par la Banque centrale (notamment pour faire face à une inflation galopante), etc. Pour rappel, le FMI prévoit une croissance du PIB de +0,4% en 2019, puis +1,6% en 2020. L'inflation doit quant à elle, s'élever à 22,2% en moyenne en 2019 puis à 20,5% en 2020.

Démission du gouverneur de la Banque centrale libérienne

[Le président libérien George Weah a accepté la démission du gouverneur de la Banque centrale](#), Nathaniel Patray, intervenue le 24 octobre avec effet immédiat. Celle-ci fait suite à [un audit indépendant très critique](#), publié fin 2018, sur la méthode retenue par l'administration et les autorités monétaires libériennes pour injecter 25 M USD dans l'économie, de juillet à octobre 2018, pour enrayer la chute de la monnaie nationale. Au début de l'année, George Weah (au pouvoir depuis janvier 2018) avait ordonné une enquête sur cette opération, puis promis de restructurer la banque centrale. Des mesures jugées insuffisantes par l'opposition, qui a organisé plusieurs manifestations cette année et réclamé l'ouverture de poursuites pénales contre M. Patray et contre le ministre des Finances, Samuel Tweah. L'enquête officielle n'a pas encore produit de résultat. Un ancien économiste en chef de l'Agence monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO), Musa Dukuly, a été chargé de la gestion de la BCL jusqu'à la nomination d'un nouveau gouverneur. Cinq anciens responsables de l'institution, dont le fils de l'ex-présidente Ellen Johnson Sirleaf, sont par ailleurs poursuivis pour des accusations de « blanchiment », « complot criminel » et « sabotage économique » dans une autre affaire, liée à l'impression sans autorisation d'un excédent de billets pour un montant de 2 645 Mds LRD (14,4 M EUR) entre 2016 et 2018. Ils ont plaidé non coupables fin août.

MALI

Adoption d'un projet de loi régissant la profession de transporteur routier

Le [Conseil des ministres du 23 octobre 2019](#) a adopté un projet de décret fixant les modalités d'application de la loi régissant la profession de transporteur routier. La nouvelle mesure vise à moderniser la profession, notamment via la classification des activités de transport, l'institution de deux catégories d'agrément, l'élaboration de cartes professionnelles pour le transport de personnes et de marchandises et la limitation d'âge des véhicules routiers à dix ans pour l'obtention de la première carte de transport.

MAURITANIE

Accord d'un prêt de 156 M EUR du FADES à la Mauritanie destiné à la construction de route

Le Fonds Arabe pour le Développement Économique et Social (FADES) vient d'accorder à la Mauritanie [un prêt d'un montant de 6,4 Mds MRU \(156 M EUR\)](#), destiné à la construction de 4 lots de la route Tidjikdja-Kiffa-Sélibabi à l'Est du pays. L'objectif de ce projet est d'améliorer l'efficacité du système de transport routier, favoriser l'intégration entre la Mauritanie et le Mali et améliorer les conditions économiques le long du corridor Nouakchott-Bamako. L'enveloppe prévoit la réalisation de quatre tronçons : le premier va relier Tidjikdja à Goudia (92 km), le second Goudia- Boumdeid (70 km), le troisième Kankossa-Leboulli (97 km) et le quatrième Leboulli- Gabou (99 km) en direction de la frontière malienne.

McDermott fabriquera les équipements sous-marins du projet gazier Grand Tortue Ahmeyim

[L'annonce a été faite par la société d'ingénierie américaine McDermott International](#). Il s'agit de la fabrication d'équipements sous-marins, d'ombilicaux et de flowlines nécessaires au fonctionnement du projet gazier Grand Tortue Ahmeyim. Les travaux qui doivent débuter avant la fin de cette année pour finir au troisième trimestre 2020, comprennent la gestion de projet, l'ingénierie de fabrication, l'approvisionnement, le pré assemblage, la fabrication, les essais de réception et les essais d'intégration du système. La valeur du contrat est comprise entre 1 et 50 millions de dollars.

Kosmos Energy et BP annoncent la découverte d'un nouveau gisement de gaz naturel en eaux profondes

[Le nouveau gisement de gaz naturel découvert](#) par le groupe américain Kosmos Energy et son partenaire britannique BP, est situé en eau profonde à environ 125 km des côtes mauritanienne. Il est logé dans le puits d'exploration Orca-1, de la région de Bir Allah. Orca-1 a été foré à une profondeur d'eau d'environ 2 510 mètres pour une profondeur totale mesurée d'environ 5 266 mètres. Dans son rapport post-opération, la plateforme de forage indique y avoir intercepté une colonne gazière de 36 m dans des réservoirs d'excellentes qualités et une autre colonne de 11 m de gaz dans le Cénomaniens. Cette découverte serait la plus grosse réalisée en eau profonde à l'échelle mondiale sur l'année 2019.

Le marché de fruits et légumes impacté par l'interruption du trafic routier avec le Maroc

Des commerçants sahraouis de nationalité marocaine, [bloquent en cette fin octobre le poste de passage \(El Guergarate\) qui relie le Maroc à la Mauritanie](#), pour protester contre l'application par les autorités marocaines des normes internationales relatives à la taille des véhicules de transport de marchandises. Des hommes d'affaires mauritaniens, marocains et espagnols qui utilisent le passage, ont subi des pertes financières importantes, dû à la destruction de leurs produits congelés et frais (fruits, légumes et poissons). El Guergarate, qui sert de point de passage entre la Mauritanie et le Maroc (et l'Espagne, via le port de Tanger), est situé en zone tampon et échappe au contrôle des deux pays.

NIGER

Fermeture de la Cominak prévue en mars 2021

Les deux mines d'uranium nigériennes du français Orano (ex-Areva) sont en difficultés. L'une, la Cominak, arrêtera sa production en mars 2021, a annoncé le groupe nucléaire français au terme [d'une séance extraordinaire du conseil d'administration le 23 octobre](#). L'autre, la Somair, également en fin de vie, a fortement réduit la voilure et le nombre de ses salariés en raison du bas niveau des cours de l'uranium. Selon le communiqué de la Cominak, l'épuisement des réserves ne permet plus la poursuite des opérations. Avec des coûts d'exploitation très élevés et une forte baisse des prix de l'uranium, l'entreprise serait en effet déficitaire depuis 2017. Pour rappel, l'uranium est un des principaux produits d'exportation du Niger. Il représentait plus de 46% des exportations du pays en 2018, soit 535 Mds USD.

SENEGAL

Lancement des travaux du Bus Rapide Transit (BRT)

Le Président Macky Sall a procédé, le 28 octobre à Guédiawaye, au lancement des travaux du [projet Bus Rapide Transit \(BRT\)](#), prévus sur une durée de 30 mois. Etabli sur un parcours de 18 kilomètres et 23 stations, le BRT permettrait de réduire de moitié le temps du trajet entre Guédiawaye et Dakar-plateau, à 45 minutes, avec une capacité quotidienne de 300 000 voyageurs. Le coût du projet s'élève à 300 Mds FCFA (457 M EUR), dont 280 M EUR sont financés par la Banque mondiale. L'Union européenne, la Banque européenne d'investissements et le fonds mondial pour le climat ont également contribué au projet. L'exploitation a été confiée à l'entreprise chinoise CRBC, basée sur un partenariat public privé avec la participation de l'Etat et du secteur privé local à hauteur de 30% dans le capital de la future société d'exploitation. Sa mise en service est prévue pour 2022.

Electrification en milieu rural : 20 000 ménages ruraux électrifiés d'ici 48 mois

Le directeur de cabinet du ministre du Pétrole et des Energies, a procédé au [lancement du projet d'électrification de 300 villages par mini-centrales photovoltaïques](#), financé par la banque allemande KfW IPEX-Bank. Ce projet qui a pour objectif l'accès universel aux services électriques et l'amélioration des conditions de vie des populations rurales, concerne 15 départements répartis dans 7 régions du Sénégal. Il permettra à terme l'accès de 20 000 ménages ruraux à l'électricité.

Lancement d'une plateforme digitale pour faciliter l'investissement de la diaspora au Sénégal

A l'occasion du Forum de l'innovation, de l'entrepreneuriat et du leadership de Dakar (FIELD) organisé par les CJD sénégalais et guinéen (Centres des jeunes dirigeants d'entreprise), une plateforme digitale pour faciliter l'accueil des entrepreneurs et des investissements de la diaspora au Sénégal a été officiellement lancée le 23 octobre, dans la capitale sénégalaise. Intitulée [Entreprendre au Sénégal](#), cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet [DiafriInvest](#), cofinancé par l'Union européenne pour un montant total de 2 M EUR et mis en œuvre par le réseau international ANIMA Investment Network. Elle s'accompagne d'une [série de recommandations](#) auprès des autorités publiques destinées à favoriser l'investissement de la diaspora et son orientation vers le tissu productif. Pour rappel, les transferts de fonds de la diaspora vers le Sénégal se sont élevés à 2,2 Mds USD en 2018, soit 9,1% du PIB, [selon la Banque mondiale](#) – plaçant le pays dans le top 10 des pays d'Afrique subsaharienne les plus bénéficiaires en termes de montant perçu. En mai dernier, la Banque de l'habitat du Sénégal avait lancé les premiers Diaspora Bonds d'Afrique francophone, destinés au financement de 100 000 logements sociaux pour un montant de 20 Mds FCFA (30,5 M EUR). Les résultats de cette levée devraient être bientôt communiqués.

BP a déjà signé des contrats avec 71 sociétés sénégalaises

Une table-ronde sur les défis et les opportunités économiques autour du projet Grand Tortue Ahmeyim était organisée cette semaine par des acteurs de la société civile. L'exploitation du gaz dans le gisement Grand Tortue Ahmeyim (GTA), aux larges des eaux sénégalais-mauritaniennes, n'a pas encore démarré mais certaines entreprises sénégalaises ont commencé à en ressentir les retombées économiques. En effet, l'opérateur British Petroleum (BP), actionnaire majoritaire de ce projet gazier, a révélé à l'occasion de cette table-ronde [avoir déjà signé 15 M USD de contrats avec 71 sociétés sénégalaises](#).

L'Union européenne investit 7,7 Mds FCFA (près de 12 M EUR) pour la mise à niveau des entreprises sénégalaises

La ministre du Commerce et des PME, qui présidait l'ouverture de la 4^{ème} édition des journées de mise à niveau des entreprises du Sénégal, a mis en avant le programme [« Développer l'emploi au Sénégal, Renforcement de la compétitivité des entreprises et de l'employabilité dans les zones de départ »](#). Ce programme, [financé par le Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne et délégué à l'Agence française de développement \(AFD\)](#), dispose d'un budget de 26 Mds de FCFA (40 M EUR), dont 7,7 Mds de FCFA (11,7 M EUR) pour la mise à niveau des entreprises.

SIERRA LEONE

La Sierra Leone en recherche d'investissements auprès du Fonds d'Abu Dhabi pour le développement

[Le Président de la Sierra Leone, Julius Maada Bio, a rencontré le 30 octobre](#) le directeur général du Fonds d'Abu Dhabi pour le développement (ADFD) à Abu Dhabi, aux Émirats arabes unis. L'ADFD, qui est une structure publique, participe au financement de projets d'infrastructure en soutien des pays en développement pour une croissance socio-économique durable. Le Président sierra-léonais a également eu des entretiens avec le Prince héritier d'Abu Dhabi et le Commandant suprême adjoint des forces armées. Aucune annonce sur d'éventuels contrats n'a pour l'instant été faite.

TOGO

La stratégie nationale d'électrification du Togo poursuit sa mise en œuvre

Alors que les travaux de la centrale de Blitta (33 MW) – attribuée à la société émiratie AMEA Power – ont démarré et que sa mise en service est attendue pour mai 2020, deux autres centrales de 33 MW doivent encore voir le jour. Les études techniques, réglementaires et environnementales sont en cours. Un appel d'offres pourrait être lancé en février 2020 avec un objectif de démarrage des travaux en décembre de la même année. Initialement, ces centrales devaient être installées à Kara et Dapaong. Il se pourrait toutefois qu'elles soient construites à Kara, ou bien une centrale à Kara et la seconde à Sokodé. Comme le premier, ces deux projets seront lancés dans le cadre d'une convention d'achat d'électricité avec concession et contrat de vente à la CEET (Compagnie énergie électrique du Togo). Par ailleurs, dans le cadre de [son projet d'électrification rurale par kits solaires « CIZO »](#) lancé en 2017, le gouvernement togolais s'est également fixé comme objectif de déployer 100 000 kits solaires fin 2020, 300 000 kits fin 2022 et 500 000 kits fin 2030, au bénéfice de 2 millions de personnes. Aujourd'hui, deux sociétés disposent d'une licence : le groupe britannique BBoXX et l'opérateur ouest-africain Soleva. Soleva n'a pas commencé son activité et BBoXX a déployé 23 000 kits. Afin d'accélérer le processus, un second appel d'offres pour la sélection de nouvelles entreprises sera lancé probablement avant la fin de l'année 2019. On rappellera ici que tous les ménages qui ont souscrit des kits solaires auprès des sociétés licenciées, indépendamment de leur localisation, bénéficient du chèque « CIZO » (2 000 FCFA/mois pendant 3 ans soit 72 000 FCFA au total). Le taux d'électrification rurale devrait ainsi atteindre 40% à l'horizon 2022, contre 8% en 2018.

Indicateurs Pays	Bénin	BF	CV	RCI	Gambie	Guinée	GB	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	18,5	4,5	19,3	16,3	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie														
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	17,2	5,2	9,2	24	5,4	140,3	1 642,7
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	927	1 143	477	1 474	670	1 060	1 658
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	4,9	3	5,2	6,2	4,7	6,3	3
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	1,7	3	3	0,5	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques														
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,1	-3,8	-3,7
<i>Dette publique (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	36,6	83,9	55,1	64,4	74,6	52,5	48,5
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4	14,8	20,0	14,9	18,7	17,4	16,2	-
<i>Risque Pays¹</i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	C	B	C	-	-
Echanges														
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8	-4,3	-9,4	-12,0	-12,8	-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers² (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	374	205	170	856	344	3 573	11 015
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	11	43	270	99	18	1380	8 069
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-7,9	-6,8	-2,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	-	5	-	-	-	5	5
Aspects qualitatifs														
<i>IDH (2018)³</i>	163	183	125	170	174	175	177	182	159	189	164	165	-	-
<i>Doing Business (2019)⁴</i>	153	151	131	122	149	152	175	145	148	143	141	137	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 188 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque